

*Questions orales***LA DÉFENSE NATIONALE****L'ACHAT D'AVIONS DE COMBAT**

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Défense nationale, j'adresserai ma question au premier ministre. Pourrait-il confirmer que le bureau d'administration du nouvel avion de combat a recommandé que seuls trois appareils soient considérés relativement à l'exécution du contrat, soit le F-16, le F-18A et le F-18L?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'ignore sur quoi se fonde le député. Il ne s'agit certes pas d'une politique gouvernementale.

M. McKinnon: Je ne me suis encore fondé sur rien d'autre que sur ma propre question, monsieur l'Orateur. Peut-être le premier ministre a-t-il pris connaissance d'un communiqué de la Presse canadienne où l'on rapporte les paroles suivantes du ministre:

D'après M. Danson, le cabinet étudie la possibilité de s'en tenir à une prétendue courte liste d'appareils, ce qui aurait pour effet d'exclure certains soumissionnaires.

Le premier ministre pourrait-il nous dire si on en a ainsi décidé uniquement parce que ces trois appareils sont les moins chers parmi ceux qui ont été proposés, et parce que, seul un montant fixe étant disponible—2.3 milliards en dollars de 1977—d'autres facteurs importants, notamment la supériorité technique en cours de vol, le rayon d'action, et les possibilités d'acquisition d'objectif doivent être sacrifiés.

M. Trudeau: La question est purement hypothétique. Toutefois, je puis assurer au député que nous nous efforçons de nous procurer le meilleur appareil au plus bas coût possible.

* * *

LA SEMAINE DU CANADA**LE FOULARD OFFICIEL FABRIQUÉ AU JAPON**

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné la marasme dans lequel se trouve actuellement l'industrie textile au Canada et le montant des deniers publics consacré à la promotion et à la célébration de la Semaine du Canada, j'aimerais que le premier ministre me dise comment il se fait que le foulard officiel pour ces célébrations porte l'étiquette «Fabriqué au Japon»?

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'ai pas commandé moi-même ce foulard. Je prends note de la question.

* * *

L'AGRICULTURE**LES MÉTHODES AGRICOLES—LES QUOTAS D'IMPORTATION DE BŒUF**

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur, le salon le plus important du genre au monde, l'International Plowing Match and Farm Machinery Show, se tiendra cette année dans le comté de Huron du 26 au 30 septembre. Ce salon porte sur les méthodes anciennes et nouvelles de labours et comportera plus de 400 kiosques exposant notam-

[M. l'Orateur.]

ment les machines et la technologie agricoles les plus modernes, et se tiendra juste à la sortie de Wingham, en Ontario.

J'aimerais que le ministre de l'Agriculture me dise s'il acceptera l'invitation d'y assister afin de se mettre au courant des techniques agricoles les plus modernes. Par ailleurs, comme on produit beaucoup de bœuf dans le comté de Huron, je lui recommanderais de ne pas laisser le gouvernement augmenter les quotas d'importation de bœuf au Canada sinon il risque de ne pas y être bien accueilli.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Je prendrai en considération les instances du député.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE**LES RESTRICTIONS AU TRAVAIL DES ONTARIENS AU QUÉBEC**

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle porte sur l'application, par la province de Québec, de règlements restrictifs qui empêcheront de nombreux commerçants canadiens d'opérer au Québec à compter du 1^{er} juillet. Celui-ci a-t-il consulté son confrère le ministre du Travail dans le but de fournir à la Chambre des statistiques indiquant les conséquences de cette initiative, par exemple sur les subventions à la mobilité, qui constituent un programme important de son ministre, et peut-il nous dire aussi quelle décision l'on a prise pour assurer une certaine mobilité entre les provinces, compte tenu des conséquences socio-économiques que ces règlements pourraient avoir sur les localités frontalières?

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Ce problème a aussi été soulevé par le secrétaire parlementaire du ministre des Finances car cette proposition nuirait particulièrement aux habitants de Cornwall et d'autres localités frontalières. Cette initiative aurait certainement un effet désastreux. Je crois que le premier ministre a dit vendredi que nous nous opposions à toute initiative de ce genre, et il me semble qu'il a ajouté que nous attendions pour agir d'avoir l'avis du ministère de la Justice. Il est exact que nous accordons des subventions aux travailleurs qui font preuve de mobilité dans les deux sens. Je vais tâcher d'obtenir les chiffres pour le député.

* * *

PETRO-CANADA**L'ACQUISITION DE HUSKY OIL**

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Elle découle de la déclaration du premier ministre de la Saskatchewan qui s'est prononcé en faveur de la proposition de Petro-Canada plutôt que de celle de la compagnie Occidental Petroleum Corporation parce que, selon lui, elle est davantage dans l'intérêt public. En outre, comme l'Alberta ne s'intéresse pas aux exploitations à l'extérieur de son territoire, le gouvernement appuie-t-il toujours la proposition de Petro-Canada et fera-t-il connaître sa position à l'Agence d'examen de l'investissement étranger?